m'étonne que les députés de la région torontoise ne protestent pas contre la mesquinerie dont on a fait preuve à cet égard. Peut-être le feront-ils avant la fin du débat. Le traitement accordé à l'exposition de Toronto n'est qu'un point accessoire, mais ce que je veux souligner c'est ceci: s'il s'agit de générosité, la même mesure devrait sûrement s'appliquer tout autant à une région du pays qu'à une autre. Autrement, l'Expo pourrait avoir suscité un peu de jalousie, comme le député de Trois-Rivières l'a mentionné. A cause des sommes considérables dépensées pour l'Expo, certaines gens croyaient peut-être recevoir de l'aide pour pouvoir dépenser un million de dollars, par exemple, sur d'excellents projets du centenaire et ont vu leurs espoirs déçus.

● (3.50 p.m.)

Mais j'en reviens à mon sujet, monsieur l'Orateur. Ce qui m'inquiète le plus ici, c'est que le projet de loi permet au ministre de disposer de l'actif de la Compagnie sans être obligé de consulter le Parlement. On ne trouve aucune directive quant à la façon de disposer de ces biens.

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, pour couper au plus court, je devrais peut-être dire au député que la somme des biens restants est vraiment minime. En outre, je ferai rapport là-dessus comme sur les autres questions, selon l'usage. Cette question de disposition de biens n'a rien d'étrange ni de difficile à comprendre ni d'anormal.

M. Aiken: Monsieur l'Orateur, j'ai la certitude que le ministre va agir franchement et ouvertement à notre égard et je ne doute nullement de son honnêteté ni de sa parole à ce sujet. Mais qui me dit qu'il ne sera pas promu à un poste plus élevé sous peu? Il pourrait ne plus être là et être remplacé par un de ses collègues moins catégorique. En outre, le ministre pourrait essayer une défaite...

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'hon. M. Pepin: Ces biens-là ne valent pas la peine d'être volés.

M. Aiken: Le ministre dit qu'ils ne valent pas la peine d'être volés. Quelques dollars ici ou là n'ont peut-être aucune importance. Je croyais que l'actif dont il faut disposer était de 50 à 75 millions de dollars; du moins c'est ce que le ministre nous a donné à entendre hier. Le ministre ne réussira pas à me détourner de mon sujet. Il n'a nullement besoin de dire comment il va disposer de cet actif; le

bill ne l'exige pas et c'est contre cela que je m'insurge. Par exemple, un édifice dont la construction aurait coûté plusieurs millions de dollars pourrait être acquis par un tiers pour un dollar. Il pourrait aussi arriver qu'on liquide les créances du gouvernement fédéral ou de la Compagnie de l'exposition. J'aimerais en savoir plus long sur ces questions. Il est possible par exemple, que l'on annule certaines dettes envers l'Exposition. Je ne suis pas très au courant des lois du Québec mais ce que je sais, c'est que dans la plupart des provinces du Canada, il y a un statut réglant les délais de prescription en vertu duquel les dettes sont exigibles au moins six ou sept ans après qu'elles ont été contractées. Après ce délai, le débiteur peut invoquer le statut sur les délais de prescription. Dans ce cas, les créances de la Compagnie de l'exposition pourraient être éliminées d'un trait de plume. Peut-être ne doit-on aucun argent à la Compagnie, mais je serais très étonné d'apprendre qu'il ne reste aucun contrat en souffrance ou annulé d'une façon quelconque. Le ministre peut les terminer et annuler les dettes subséquentes d'un trait de plume, sans être tenu de donner aucune explication à personne.

Sans doute le ministre nous dira-t-il qu'il nous expliquera tout; mais c'est le principe du bill qui est à condamner. Le gouvernement semble nous dire que son autorité ne doit pas être limitée par le contrôle du Parlement et que, dans certaines questions, il n'est pas tenu de faire rapport aux Chambres. Peu m'importe qu'il s'agisse d'un seul dollar ou d'un million de dollars; c'est le principe du bill qui est mauvais et nous ne l'admettons pas.

Des voix: Bravo!

M. Aiken: C'est le principe même du bill qui compte. Je le répète, les dispositions du bill dispensent, en fait, le ministre de faire rapport à la Chambre après avoir disposé des biens de la Compagnie de l'Expo. Ce bill devrait être modifié en comité de façon à ce qu'on soumette la vente des biens à des appels d'offres publics.

L'hon. M. Pepin: Mais on a déjà disposé des biens!

M. Aiken: Pourquoi alors le gouvernement ne supprime-t-il pas l'article auquel nous nous opposons?

L'hon. M. Pepin: On a déjà disposé des biens en question.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Il me semble que nous ne procédons pas avec ordre.